

Usurpations et détournements de la « révolution » Chatel

Par Nestor Romero | Ancien enseignant | 02/09/2010 | 15H44

Il est tout de même malvenu qu'un texte de rentrée du ministre de l'Education nationale, paru dans Le Monde le 28 août, soit introduit par des coquinerie langagières. Le titre d'abord : « **Passer de l'école pour tous à la réussite de chacun, une révolution en marche.** »

« Révolution », donc. Voici le procédé dont ne cessent d'user les personnages au pouvoir, celui de l'usurpation et du détournement lexical. Ce sont ici les connotations émancipatrices de progrès et de justice du mot « révolution » qui sont usurpées pour décorer une politique particulièrement régressive.

Puis, « réussite de chacun », expression reprise du rapport de la Cour des comptes dont il me semble avoir montré ici, avant les vacances, le **caractère aporétique** que l'on peut illustrer de la manière suivante et tant pis pour la trivialité du propos : si chacun réussit, qui maniera le marteau-piqueur l'été sous le soleil brûlant et l'hiver dans le froid tranchant ?

Qui, dans une atmosphère irrespirable, gorgée d'humidité, éviscérera à longueur de journée des millions de volailles jetées sur les étals ? Qui, enchaîné à sa chaîne, fera mille fois la même micro-soudure, collera mille fois la même étiquette ?

Bref, pour que ces tâches soient accomplies dans le cadre d'une architecture sociale assise sur la figure idéologique du « mérite », l'école, je le répète, doit produire de l'échec. Et de l'échec en nombre, tant sont nombreuses et multiples les corvées rebutantes mais inéluctables que nul ne choisirait d'accomplir s'il « réussissait ». A moins que... j'y reviendrai un de ces jours.

Mensonge sociétal et politicien donc que celui de la « réussite de chacun ». Plus que cela sans doute, une mauvaise action qui produit encore et encore du mensonge.

Chatel : « Deux tiers d'une classe d'âge atteignent le bac »

Celui-ci, dès l'incipit du texte ministériel :

« Aujourd'hui, deux tiers d'une classe d'âge atteignent le baccalauréat ; ils n'étaient que 21% en 1970. »

Faux. En 1970, il s'agissait essentiellement d'un baccalauréat général, le bac techno était tout juste naissant (1968) et le bac pro n'existait pas (1985). Par ailleurs, le bac techno, s'il permet la poursuite d'études supérieures, c'est dans le cadre limité du monde industriel et commercial. En aucun cas il ne permet le choix riche du bac général, plus précisément de l'actuel bac S. Quant au bac pro, je l'ai dit souvent, ce n'est pas un bac puisqu'il n'a pas vocation à introduire aux études universitaires.

De sorte que comparer les 21% de 1970 aux 34,6% de bac généraux, 16,6% de bac techno et 12,6% de bac pro (MEN - DEPP), pour affirmer que « si la bataille de la démocratisation est gagnée, force est de constater que la

réussite scolaire n'est pas au rendez-vous pour chaque élève », relève d'une curieuse conception de la démocratie.

Surtout si l'on ajoute à ce méli-mélo la déploration ministérielle quant à l'inégalité des chances, concrétisée par ces pauvres 5% d'enfants d'ouvriers accédant aux classes préparatoires.

L'introduction des méthodes de gestion d'entreprise

Et tout ça, pourquoi ? Pour aboutir à cette « révolution » concrétisée par « l'aide individualisée » et « l'accompagnement personnalisé », ces vieilles lunes auxquelles, sous diverses appellations, ont eu recours tous les ministres « révolutionnaires » depuis quarante ans.

Cette « révolution », qui devrait faire l'objet d'une expérimentation -une de plus, effaçant toutes les précédentes comme elle sera effacée à son tour par la suivante-, s'intitule « Clair » (collège, lycée pour l'ambition, l'innovation et la réussite) et se donne donc pour objectif de conduire à la « réussite de chacun ». Pour cela, une solution révolutionnaire : l'introduction dans les établissements scolaires des méthodes de gestion d'entreprise.

Ainsi, le chef d'établissement recrutera ses enseignants « profilés » selon des critères dont il est aisé de deviner combien ils privilégieront les qualités de plasticité éthique et de flexibilité d'échine ayant été lui-même formé -par qui ? - aux délices de la « gestion des ressources humaines ».

Il est d'ailleurs remarquable de constater la manière dont ce ministre se délecte de l'expression « ressources humaines » laquelle, à y regarder de près, n'est rien d'autre que la chosification de l'humain en ressource, qu'une réification absolue.

Chatel : « Que les élèves se lèvent quand le professeur entre »

Cependant, pour révolutionnaire qu'elle soit, cette révolution demeure prudente et prévoit d'évacuer les récalcitrants, tous ces adolescents jugés irrécupérables vers des ERS (établissement de réinsertion scolaire) définis comme des internats pour élèves très perturbateurs. Comme l'ont toujours fait les réformes « révolutionnaires » qui, en guise d'éducation, n'ont cessé de « mettre à l'écart » des enfants qui, précisément, nécessitent, le plus tôt, les pratiques éducatives les plus élaborées.

C'est ce qui s'appelle faire preuve d'autorité, comme le proclame le ministre dans une tirade dont on appréciera la fluidité :

« Je suis favorable à ce que dans le cadre du respect du professeur et de l'incarnation de l'autorité [sic], les élèves se lèvent quand le professeur entre dans la classe. »

Car le ministre ignore qu'un enseignant n'incarne pas mais fait autorité quand il sait gagner l'estime de ses élèves par son engagement et sa capacité à les aider, tous, à apprendre pour bien grandir.

De sorte que décidément et plus que jamais : restez assis les enfants !